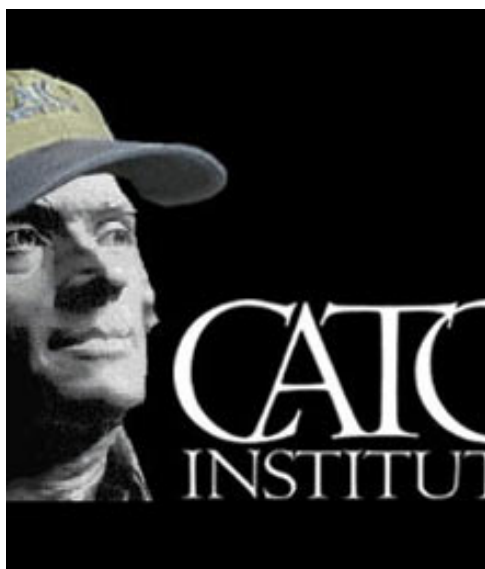


LE THINK-TANK DES LIBERTARIENS

## Le Cato Institute, l'anarchisme vu par les multinationales



Produit hybride de la révolution hippie de 68 et des théories réactionnaires de Friedrich von Hayek, le Cato Institute est passé de la promotion de la liberté sexuelle et de la libéralisation de la marijuana, à la défense des intérêts des multinationales face aux écologistes. Surtout, il s'est concentré sur la destruction de l'État-providence et, singulièrement, sur la privatisation complète des retraites. L'un de ses responsables, l'ancien ministre fasciste chilien José Piñera, a inspiré le réformisme dont George W. Bush a fait l'objectif prioritaire de son second mandat.

page 2

### Des concessions jamais suffisantes

TRIBUNES LIBRES  
INTERNATIONALES

Abdel Bari Atouan

affirme que les négociations de Charm El-Cheikh ne sont qu'une mascarade qui servent Israël et les États-Unis, qui voient leurs ordres appliqués par Abbas, mais pas les Palestiniens qui continueront à vivre sous l'occupation. Toutefois, malgré toutes ces concessions palestiniennes, ce n'est pas suffisant pour les ultras. Ainsi, Morton A. Klein, dénonce l'intention de Condoleezza Rice de se rendre à Ramallah.

page 6

REPÈRE : 22 JANVIER 1987

### Le suicide en direct de R. Budd Dwyer

Aux États-Unis, le Trésorier de l'État de Pennsylvanie, R. Budd Dwyer, est impliqué dans un affaire de détournement de fonds et de fausses factures. Harcelé par les médias et la justice, il décide d'en finir. Le 22 janvier 1987, il convoque une conférence de presse télévisée pendant laquelle il distribue une déclaration protestant de son innocence... puis il tire un revolver d'une enveloppe, demande à tout le monde de se calmer et se fait sauter la cervelle. Les caméras de télé continuant à filmer, les vigiles verrouillent les portes et confisquent les caméras et appareils photos des journalistes afin d'empêcher la diffusion des images sanglantes. Mais la vidéo censurée circule sous le manteau et finit par resurgir sur les réseaux BBS, puis sur Internet... où elle deviendra un film culte. En 1990, la justice emprisonnera un étudiant de Philadelphie pour avoir publié la vidéo sur le serveur de la fac. La vidéo (6 Mo) : [http://www.libertes-internets.net/archives/images/R\\_Budd\\_Dwyer.mpeg](http://www.libertes-internets.net/archives/images/R_Budd_Dwyer.mpeg) ■



### L'IRAN VA LANCER UNE PLACE D'ÉCHANGES PÉTROLIERS ALTERNATIVE... EN EUROS

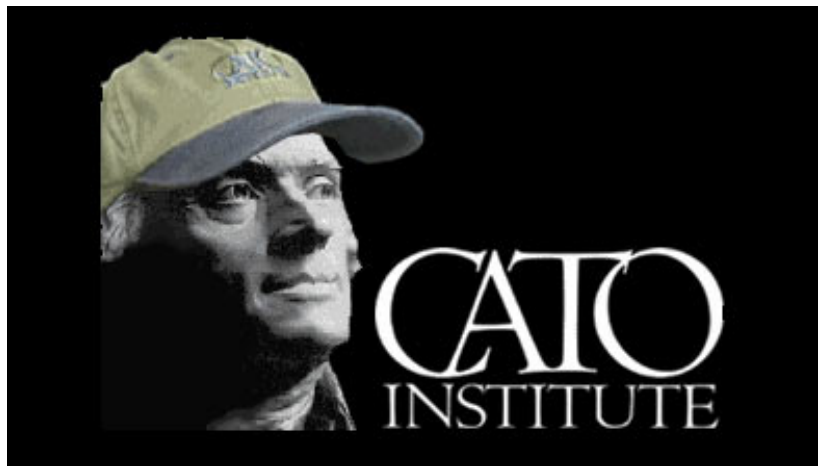
Les membres de l'Organisation des Pays Producteurs de Pétrole (OPEP, en orangé sur la carte), dont la part de la production mondiale prend progressivement le dessus sur le reste du monde, tentent de s'organiser pour mettre en place une alternative aux places londonienne (International Petroleum Exchange) et new-yorkaise (Nymex), qui dominent actuellement leur marché, mais fonctionnent de moins en moins en leur faveur.

Alors que les États-Unis menacent d'intervenir militairement en Iran, le ministère iranien de l'Énergie a annoncé l'ouverture prochaine d'une « bourse au pétrole » à Téhéran, qui gère la deuxième réserve mondiale de pétrole, avec une production de 2,7 millions de barils par jour et 13 millions de tonnes de produits pétrochimiques par an. Il est probable que cela mettra fin au contrôle de ce marché très globalisé par les consortiums anglo-saxons, qui ont tendance à en exploiter la volatilité aux dépens des producteurs. En outre, les échanges devraient y être chiffrés en euros plutôt qu'en dollars. Actuellement, beaucoup de contrats portant sur du pétrole iranien ou saoudien sont par ailleurs indexés sur les prix du Brent de Mer du Nord, où la production est pourtant en phase de déclin terminal. ■

**Le think-tank des libertariens**

# Le Cato Institute, l'anarchisme vu par les multinationales

**Produit hybride de la révolution hippie de 68 et des théories réactionnaires de Friedrich von Hayek, le Cato Institute est passé de la promotion de la liberté sexuelle et de la libéralisation de la marijuana, à la défense des intérêts des multinationales face aux écologistes. Surtout, il s'est concentré sur la destruction de l'État-providence et, singulièrement, sur la privatisation complète des retraites. L'un de ses responsables, l'ancien ministre fasciste chilien José Piñera, a inspiré la réforme dont George W. Bush a fait l'objectif prioritaire de son second mandat.**



En 1977, quelques membres californiens du Parti libertarien créent un think-tank pour promouvoir leurs idées : liberté des mœurs, pacifisme et démantèlement de l'État-Providence. En souvenir des célèbres pamphlets du XVIIIe siècle contre le colonialisme et l'hypertrophie gouvernementale, les *Cato's Letters*, il le nomèrent Cato Institute. Vingt-huit ans plus tard, cette association d'anarchistes de droite est devenue une fondation florissante à Washington, copieusement subventionnée par des multinationales. Elle se flatte d'avoir inspiré la réforme des retraites dont le président George W. Bush a fait la priorité de son second mandat.

C'est en quittant la présidence du Parti libertarien qu'Edward H. Crane créa le Cato Institute. Dès le départ, il bénéficia du mécénat des frères Koch, Charles G. et David H., les héritiers du géant de la pétrochimie Koch Industries. David H. Koch fut candidat à la vice-présidence des États-Unis pour le Parti libertarien en 1980.



Edward Crane, fondateur et directeur du Cato Institute

Au-delà du sympathique discours sur la liberté sexuelle, les droits des gays, la libéralisation de la marijuana et autres révélations new age, le Cato Institute se révèle vite un promoteur de l'égoïsme social. Surtout, il reprend et diffuse les théories de Charles Murray sur l'inégalité des races [1].

En 1985, l'association a engagé comme directeur un des anciens conseillers économiques de Ronald Reagan et fondateur du National Tax Limitation Committee (Comité pour les limitation des impôts). Elle se focalise alors sur la destruction de l'État-Providence hérité du New Deal du président Franklin D. Roosevelt : elle préconise la suppression de l'impôt sur le revenu et la privatisation complète des retraites (Social Security), de la sécurité sociale (Medicare), et bientôt de l'Éducation.

C'est dans ce but qu'elle recrute l'économiste chilien José Piñera, ancien ministre du Travail dans le gouvernement golpiste du général Augusto Pinochet. Sous l'influence des « Chicago Boys » et de leur maître, l'économiste Milton Friedman, Piñera privatisa brutalement les retraites, dispensant l'État de sa plus dispendieuse responsabilité. De la sorte, il alléga considérablement les prélèvements sociaux, mais priva de retraite plus de la moitié de la population.

Selon le *New York Times*, citant un rapport de Lyndon LaRouche, le Projet sur le choix des retraites (Project on Social Security Choice) de José Piñera serait à l'origine du plan de privatisation présenté par George W. Bush lors de son discours 2005 sur l'état de l'Union [2].



Jose Piñera

Élevant un autel à Friedrich von Hayek [3], prophète des libertariens, et à Milton Friedman, son disciple, l'Institut Cato a organisé des conférences en leur présence, ou à propos de leur œuvre économique. Le président Edward H. Crane et plusieurs responsables de l'Institut (Paul Craigs Roberts, James M. Buchanan, etc.) sont d'ailleurs membres de la Société du Mont-Pèlerin, le temple des libertariens.

Cependant, la respectabilité de ce think-tank n'a pas seulement été entamée par son racisme biologique et son égoïsme social, mais aussi par son niveau de

corruption. Engrangeant des millions de dollars de mécénat des multinationales, le Cato Institute a cessé de défendre des idées pour défendre des intérêts. Il a notamment publié diverses recherches sur l'inoffensivité du tabac après avoir reçu des dons significatifs du cigarettier Philip Morris ; il a aussi dénigré l'alarmisme des écologistes face à l'effet de serre, après avoir reçu des mécénats d'**Exxon-Mobil**.

L'apport du Cato Institute à l'administration Bush ne se limite pas à la réforme des retraites, il inclut aussi un discours écologiste paradoxal accordant une liberté de polluer aux multinationales. M. Bush a d'ailleurs confié le département de l'Environnement à Gale Norton, l'ancienne rédactrice des discours électoraux du ticket Clarke-Koch [4]. Elle s'est opposée à la ratification du Protocole de Kyoto, visant à limiter l'effet de serre, et a bataillé pour l'exploitation pétrolière de l'Alaska malgré les risques environnementaux.



Gale Norton

Le Cato Institute a réussi une spectaculaire percée dans les médias à partir de 1998. Non que cette date corresponde à un changement politique majeur, mais simplement parce le milliardaire Rupert Murdoch, propriétaire de Fox News et de nombreux journaux, y adhéra. Au conseil d'administration, il siégea aux côtés de son partenaire en affaires, John Malone, le distingué patron du cablo-opérateur Liberty Media (qui contrôle désormais Discovery et Noos).

En matière de politique internationale, le Cato Institute préconise le retrait états-unien de toutes les alliances militaires et de toutes les organisations intergouvernementales. Il est opposé à l'OTAN -et donc aux guerres du Kosovo, d'Afghanistan et d'Irak-, comme aux institutions financières -la Banque mondiale et le FMI -.

Quittant le simple domaine de la contestation de l'hypertrophie de l'État, le Cato Institute a développé une phobie d'un éventuel rapprochement entre la Russie, la Chine et l'Inde, selon lui dommageable aux intérêts états-uniens. Ainsi, il a longuement dénoncé la diplomatie conduite par Yevgeny Primakov et la constitution de l'Organisation de coopération de Shanghaï. Simultanément, l'Institut a organisé des colloques en Russie et en Chine pour y apporter l'Évangile du libre-marché.

En définitive, le Cato Institute est devenu une puissante institution, ayant pignon sur rue dans la capitale fédérale. Il s'est transformé. D'un groupe contestataire de l'excès d'État, il est devenu une organisation de défense des intérêts privés et de négation de toute responsabilité sociale. C'est pourquoi son président-fondateur, Edward H. Crane, s'est attaché à en évincer les hippies californiens des années 68 et à acquérir un coûteux siège social à Washington.

[1] Sur les théories de Charles Murray, voir « **L'Institut Manhattan, laboratoire du néo-conservatisme** », *Voltaire*, 15 septembre 2004.

[2] Le *New York Times* reprend et s'approprié mot-à-mot des passages du pamphlet de Lyndon LaRouche, *Bush's Social Security Privatization-Foot In the Door for Fascism*, dans un article de Larry Rohter, publié à la « une », le 27 janvier 2005, « Chile's Retirees Find Shortfall In Private Plan ».

[3] « Friedrich von Hayek, pape de l'ultra-libéralisme » par Denis Boneau, *Voltaire*, 4 mars 2004.

[4] « Gale Norton ou la pollution idéologique » par Paul Labarique, *Voltaire*, 17 septembre 2004.

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

### Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .

# Des concessions jamais suffisantes

## Analyse

Au lendemain de la rencontre entre Ariel Sharon et Mahmoud Abbas à Charm El Cheikh, la presse occidentale se focalise sur les promesses de l'Autorité palestinienne de combattre la résistance armée à l'occupation et sur l'application par Mahmoud Abbas des *desiderata* israéliens. La machine de communication états-uno-israélienne étant parvenue à convaincre les médias que l'obstacle à la paix était la violence palestinienne et non le refus de négocier d'Israël, le fait que Mahmoud Abbas déclare un cessez-le-feu et donne ce qui est présenté comme des « instructions strictes » pour faire cesser les violences est présenté comme une « opportunité », pour reprendre l'expression consacrée, pour la paix.

Le journaliste palestinien Abdel Bari Atouan dénonce cette image dans *Alqods Alarabi*. Pour lui, les négociations de Charm El-Cheikh ne sont qu'une mascarade qui servent Israël et les États-Unis qui voient leurs ordres appliqués par Abbas. Israël va pouvoir mettre fin à l'Intifada comme il le souhaite et les États-Unis vont pouvoir redorer leur blason dans la région. Pour l'auteur, les pays arabes sont également gagnants car ils peuvent profiter de l'occasion pour normaliser leurs relations avec Israël et tourner la page. Les seuls perdants seront les Palestiniens.

Toutefois, malgré toutes ces concessions palestiniennes, ce n'est pas suffisant pour les ultras. Ainsi, Morton A. Klein, président de la Zionist Organization of America, revient dans le *Jerusalem Post* sur l'affaire des trois États-uniens tués à Gaza en novembre 2003. Il exige que les coupables soient retrouvés et traduits en justice. Le fait que Condoleezza Rice ait prévu de se rendre à Ramallah bien que cette affaire ne soit pas résolue est considéré comme un acte de mollesse de l'administration Bush.

Au contraire pour la commissaire européenne aux Relations étrangères, Benita



Ferrero-Waldner, Abbas a rempli ses obligations et c'est au tour d'Israël de faire un geste. Elle explique dans *Le Monde* que si Tel-Aviv veut que la violence s'arrête durablement, il faut que les Palestiniens en retirent des bénéfices. Elle demande donc que l'Union européenne, les États-Unis et les pays arabes fournissent une aide économique et qu'Israël relâche la pression économique sur les Palestiniens. On se souviendra en effet que, par le passé, Tsahal n'avait pas hésité à détruire des bâtiments que l'Autorité palestinienne avait financé avec des fonds de l'Union européenne.

Pendant le sommet de Charm El Cheikh, le débat entre partisans et opposants de l'évacuation de Gaza s'est poursuivi en Israël. L'ancien responsable des négociations dans le cabinet d'Ehud Barak Shaul Arielli en présente les enjeux dans *Ha'aretz*. Pour lui, il n'existe que deux choix possibles : la solution des deux États (il englobe dans le même camp ceux qui ne veulent laisser que 40 % de la Cisjordanie et Gaza aux Palestiniens et ceux qui veulent revenir aux frontières de 1967) et les fantasmes messianiques de l'extrême droite qui rêve encore du « Grand Israël ». Selon lui, le rêve des colons entraînerait à terme la mort d'Israël et une nouvelle domination arabe sur la région et voilà pourquoi il faut que les négociations de Charm El Cheikh donnent des résultats. Il s'agit là d'une simplification à l'extrême des options possibles qui valide implicitement la politique d'Ariel Sharon en le posant comme seule alternative à son extrême droite, mais ignore les autres options. Ainsi, l'auteur assimile la création de Bantoustans palestiniens voulus par Ariel Sharon à ceux qui veulent un retour aux frontières de 1967 et ignore totalement les partisans d'un État binational.

Le général Wesley Clark, responsable des bombardements massifs de la Serbie en 1999, se prononce dans *Der Tagesspiegel* pour l'indépendance du Kosovo en demandant à George W. Bush d'appliquer son discours « visionnaire » sur la démocratie à cette région. Il donne les conditions dans lesquelles le Kosovo devrait obtenir son indépendance (pas de partition, pas de retour sous le giron de la Serbie et pas de rattachement à l'Albanie) et recommande que le Conseil de sécurité se prononce en faveur de la naissance de cet État. Allant plus loin, il recommande que, s'il n'est pas possible de trouver un consensus sur ce point à l'ONU, un référendum soit organisé par l'OTAN et que l'indépendance soit reconnue *de facto*. Il entend ainsi refuser toute possibilité d'intervention à la Russie ou à la Chine et continuer le travail de sape contre l'ONU amorcé lors de l'attaque contre la Serbie sans mandat onusien.

Ce nouveau texte en faveur de la marginalisation de la Russie n'est qu'un appel supplémentaire dans une campagne anti-russe où le martèlement quotidien des arguments fait office de preuve de la justesse de ce qui est avancé. Le dernier écho de cette campagne de presse nous est livré par l'ambassadeur Anders Aslund, déjà signataire de [l'appel des 115 atlantistes contre Vladimir Poutine](#), dans *l'International Herald Tribune*. L'auteur compare la politique de M. Poutine et celle de Viktor Yushchenko au bénéfice de ce dernier. Il affirme que, partant d'une situation économique analogue, les deux chefs d'État ont pris des options radicalement différentes pour lutter contre la corruption et les oligarques. Là où Vladimir Poutine a choisi la centralisation et l'autoritarisme et a échoué, M. Yushchenko réussira en libéralisant le pays et en le tournant vers l'Europe. Ce dernier argument ne convaincra que ceux qui ne connaissent pas la biographie de Yuliya Tymoshenko que Viktor Yushchenko a nommé Premier ministre. En effet, Interpol a lancé un mandat d'arrêt à son encontre après qu'elle eut corrompu des généraux russes à des fins mafieuses.

Autre preuve de la réalité du pouvoir à Kiev : l'installation de l'oligarque russe Boris Berezovski, qui avait fuit son pays pour se réfugier à Londres. Toutefois, l'air de Kiev ne semble pas lui avoir inspiré le sens de la mesure. Ainsi dans une tribune publiée par *Komsomolskaïa Pravda*, l'ancien journal des Jeunesses communistes soviétiques, il affirme que si Vladimir Poutine ne négocie pas avec Aslan Maskhadov il sera bientôt condamné pour crime contre l'humanité, tout le Caucase fera partition, puis la Russie éclatera. Il ajoute par ailleurs que les Tchétchènes multiplieront les actions violentes et utiliseront les malles nucléaires qu'ils sont tout prêts de posséder. Bigre ! Face à ce scénario apocalyptique, la rédaction du journal a demandé l'avis des services spéciaux russes qui ont répondu simplement : « *Ces déclarations étant totalement délirantes, et cet individu faisant l'objet d'un mandat d'arrêt international, nous ne jugeons pas utile de commenter* ». Cependant, au vu de la responsabilité de M. Berezovski dans des attentats tchétchènes, certains percevront plutôt cette tribune libre comme une menace à peine voilée.

Réseau Voltaire

## Abdel Bari Atouan



Abdel Bari Atouan a occupé le poste de rédacteur en chef du journal *Asharq Alaousat* (1984-1988) avant de devenir le rédacteur en chef du journal palestinien *Al quds Al arabi*, publié à Londres. Il est connu par sa position en faveur des pays arabes qu'il ne cesse pas de défendre publiquement lors de ses interviews sur des chaînes telles que *CNN*, la *BBC*... etc.

### « Un sommet pour appliquer les ordres de Sharon »

Source : *Al Quds Al Arabi*

Référence : « ..... », par Abdel Bari Atouan, *Al Quds Al arabi*, 8 février 2005.

Toutes les rencontres qui ont eu lieu à Charm el Cheikh et auxquelles l'État hébreu a participé sont basées sur trois principes fondamentaux : la garantie de la sécurité aux Israéliens, l'élargissement de la normalisation des relations arabo-israéliennes et l'assimilation de la Résistance palestinienne au terrorisme. Le quatrième sommet de Charm el Cheikh, qui commence aujourd'hui, sera une copie conforme des précédents. D'ailleurs, les premiers points dans l'ordre du jour sont la fin de l'Intifada, le désarmement de la Résistance et l'abandon des opérations-suicide visant les habitants dans ce qui est appelé la ligne verte ou ailleurs.

C'est l'administration états-unienne, dont les ordres sont toujours obéis, qui a ordonné l'organisation d'un tel sommet. Ce qui compte pour **George W. Bush**, c'est de donner l'impression d'un développement positif du dossier israélo-arabe de manière à masquer l'échec états-unien en Irak, et à détourner l'attention de l'opinion publique mondiale des préparatifs de frappes contre l'Iran.

La désignation d'un coordinateur général états-unien pour superviser les forces de police palestiniennes n'obéit qu'à une seule logique : le contrôle direct et la gestion de ces organes de sécurité.

**Mahmoud Abbas** se rend au sommet avec plusieurs revendications en poche,



dont la libération de 9 000 prisonniers palestiniens, le retrait des grandes villes et la reprise des négociations sur la " feuille de route ". En contrepartie, il propose de mettre fin à l'Intifada, de désarmer la Résistance et d'interdire les actions contre les colons. Mais il n'est pas évident qu'**Ariel Sharon** accepte ces demandes.

M. Abbas, dont les réalisations sont applaudies par M. Bush et Mlle **Rice**, va permettre à Sharon d'atteindre son objectif le plus cher : mettre fin à l'Intifada. Ainsi, les Palestiniens, comme c'était toujours le cas, seront les perdants du jeu. De leur côté, les pays arabes vont se précipiter pour normaliser leurs relations avec l'État hébreu, y envoyer leurs ambassadeurs, et tourner la page.

## Morton A. Klein



Ancien conseiller économique dans les administrations Nixon, Ford et Carter, Morton A. Klein est président de la Zionist Organization of America et membre du comité directeur de l'AIPAC.

### « Le spectacle ne doit pas continuer »

Source : Jerusalem Post

Référence : « The show must not go on », par Morton A. Klein, *Jerusalem Post*, 10 février 2005.

Comme trop souvent en cas de dilemme diplomatique avec l'Autorité palestinienne, l'enquête sur le meurtre de trois Américains à Gaza est en train de disparaître sous les efforts menés pour renforcer la nouvelle direction palestinienne. Maintenant que la visite de **Condoleezza Rice** à Ramallah est programmée, il est évident que la découverte des responsables de ce crime n'est plus une priorité.

Le 15 octobre 2003, Trois États-Uniens avaient été tués et un diplomate blessé alors qu'ils se rendaient à Gaza pour auditionner des candidats au programme Fulbright. Peu après l'attaque, celle-ci fut revendiquée par un groupe se désignant sous le nom de " Comité populaire de résistance ", mais les services de renseignement israéliens estimèrent que les responsables étaient en réalité des membres des forces du Fatah sous la direction de Mohammed Dahlan et Rachid Abu Shabak. Le **département d'État** demanda que les auteurs de ces attentats soient arrêtés et jugés ; une équipe du FBI fut dépêchée sur place mais côté palestinien, l'enquête fut confiée à Abu Shabak, un terroriste traqué par Israël. Aucun progrès n'a été enregistré depuis mais Musa Arafat, chef du renseignement militaire palestinien et cousin de **Yasser Arafat**, a annoncé le 22 septembre 2004 à Reuters que les Palestiniens savaient très bien qui étaient les coupables mais qu'ils ne feraient rien pour les arrêter tant que les combats avec Israël se poursuivaient pour ne pas provoquer d'affrontements entre factions. Le **département d'État** avait posé comme pré-condition à la venue d'un diplomate de haut rang à Ramallah l'arrestation des auteurs de l'attentat mais ce pré-requis ne semble plus être d'actualité. On ne peut pourtant pas laisser ces crimes impunis. En effet, comment les États-Unis pourraient-ils convaincre les Palestiniens d'arrêter les attaques contre Israël s'ils ne parviennent pas à sanctionner les crimes contre son personnel diplomatique ?

## Benita Ferrero-Waldner



Ancienne ministre fédérale autrichienne des Affaires étrangères (2000-2004), Benita Ferrero-Waldner est commissaire européen aux Relations extérieures.

### « Ce que les Européens ont à dire aux Israéliens et aux Palestiniens »

Source : Le Monde

Référence : « Ce que les Européens ont à dire aux Israéliens et aux Palestiniens », par Benita Ferrero-Waldner, *Le Monde*, 9 février 2005.

Ces dernières années, le conflit israélo-palestinien a été désespérant, mais ces dernières semaines on a vu naître une dynamique porteuse d'espoir ; il faut saisir cette chance et tout faire pour l'encourager. La rencontre le 8 février entre **Ariel Sharon** et **Mahmoud Abbas** est une avancée considérable, à peine envisageable il y a seulement quelques semaines. Cela permet d'espérer, comme un majorité d'Israéliens, que nous nous orientons vers une solution des deux États.

Suite aux élections palestiniennes et avec le retrait annoncé de Gaza, il est possible d'espérer enfin la création d'un État palestinien viable et démocratique. Pour cela, il faut revenir aux étapes présentées dans la " feuille de route ". Cette période euphorique ne doit pas nous faire oublier les risques qui demeurent. En effet, nombreux sont ceux qui veulent faire échouer le processus et les dirigeants israéliens et palestiniens vont devoir faire beaucoup d'efforts pour que les intégristes ne le sabotent pas. Il existe des gens qui ne veulent pas renoncer à la violence, et bien que le président Abbas ait un mandat très clair contre la violence, il va falloir l'aider à ce que les Palestiniens puissent observer les signes tangibles de progrès liés à l'abandon des armes. Pour cela, il aura besoin de soutien.

Israël a fait le bon choix en réagissant de manière aussi positive. Dès que la situation le permettra, les barrières devront être levées et la libre circulation des personnes et des biens devra reprendre. La libération des prisonniers palestiniens et le début du retrait coordonné des villes et des villages palestiniens, conformément à la " feuille de route " constituent d'autres mesures importantes. Les États-Unis, Israël, la Palestine et l'Europe travaillent ensemble sur ces questions et ce sera un des points importants de la visite de **George W. Bush** à Bruxelles en mars. Il faut aider financièrement les Palestiniens mais également qu'Israël soulage la pression économique, sans quoi les dons ne serviront à rien. Les États arabes doivent également honorer le versement des fonds qu'ils ont promis à la conférence de Beyrouth de 2002.

La Commission européenne contribue aussi au processus de paix par le biais de la "Politique européenne de proximité", notre nouvelle initiative visant au rapprochement de l'Union européenne et de ses proches voisins, et à l'émergence d'une région où régneraient paix et sécurité. En décembre 2004, j'ai présidé à l'adoption de " plans d'action " avec Israël et avec la Palestine, grâce auxquels nous allons soutenir des mesures pour renforcer la confiance entre les deux parties et proposer une large gamme d'initiatives politiques et économiques.

La part la plus ardue du travail demeure toutefois sur les épaules des dirigeants israéliens et palestiniens et ils ne doivent pas laisser passer une chance de parvenir à la paix.

## Shaul Arielli

Shaul Arielli dirigeait l'équipe administrative chargée des négociations dans le cabinet d'Ehud Barak. Il est l'un des initiateurs de l'initiative de Genève.

### « Le coût de l'alternative »

Source : Ha'aretz

Référence : « The cost of the alternatives », par Shaul Arielli, *Ha'aretz*, 9 février 2005.

A la veille de l'ouverture d'une fenêtre d'opportunité, il est temps d'expliquer clairement au public israélien la signification à long terme d'un échec ou d'un succès pour les deux parties en présence lors des négociations.

Le débat israélien sur les solutions au conflit divise la société en deux grands pôles. L'un de ces pôles est soutenu par la majorité de la population et se fonde sur la solution des deux États ; la taille des territoires à laisser est variable selon les personnes. L'autre pôle est celui des colons et consiste à occuper intégralement le territoire d'Israël et à espérer un départ des Palestiniens vers l'Est. Le premier groupe serait sans doute heureux de vivre dans un État israélien allant de la mer au Jourdain si on pouvait maintenir une majorité juive, un régime démocratique, la prospérité économique et être un membre de la famille des nations, mais ils savent que c'est impossible. Les colons pour leur part croient que le rêve sioniste demande du temps, que le problème démographique sera réglé par l'intervention divine et ils marquent peu d'enthousiasme pour la démocratie.

L'échec de l'alternative basée sur la partition serait la création d'un État palestinien anarchique qui exporterait ses activités criminelles et terroristes vers Israël, ce qui forcerait Israël à poursuivre son combat contre les Palestiniens parallèlement à son soutien économique à l'État palestinien. D'un autre côté, la poursuite du rêve du grand Israël entraînera nécessairement la création d'un régime d'apartheid et des pressions internationales pour y mettre fin, ce qui conduira à la fin du rêve sioniste.

L'échec du processus d'Oslo a conduit à la poursuite de la seconde alternative et à la persistance des tensions avec le monde musulman. Le prix à payer pour l'échec de l'alternative des colons est bien plus élevé que celui d'une solution des deux États. Il faut donc négocier avec **Mahmoud Abbas**.

## Wesley K. Clark



Le Général Wesley Clark a été commandant suprême des forces de l'OTAN en Europe (1997-2000). À ce titre, il a dirigé les troupes de l'Alliance pendant la guerre du Kosovo. Il a été candidat malheureux à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle états-unienne de 2004.

## « Le Kosovo doit être indépendant »

Source : Der Tagesspiegel

Référence : « Der Kosovo muss unabhängig werden », par Wesley Clark, *Der Tagesspiegel*, 10 Février 2005.

Visionnaire, le président **Bush** a parlé de sa volonté d'étendre la démocratie dans le monde. Nous avons évidemment l'Irak à l'esprit mais d'autres régions du monde pourraient être le théâtre d'explosions de violence. Afin d'éviter une nouvelle tragédie, il est indispensable que les États-Unis et la communauté internationale trouvent une issue au problème du Kosovo.

Son statut n'a jamais été clairement défini après les frappes de l'Otan en 1999. Le Kosovo est sous mandat de l'ONU mais la souveraineté est toujours exercée par l'Union de la Serbie et du Monténégro. Après dix années d'oppression de la part de Belgrade, d'actes ignobles et de migrations forcées, la majorité albanaise du Kosovo, 90 % de la population, ne se satisfera pas d'autre chose que l'indépendance. Après presque six ans, la cohabitation entre Serbes et Albanais est toujours impossible et le but avoué de la Serbie est d'empêcher l'indépendance du Kosovo. Des affrontements comme ceux du début de cette année qui ont fait 20 morts et 800 blessés peuvent se reproduire et torpiller les efforts de stabilisation des états multi-ethniques des Balkans.

On ne doit pas oublier que des élections démocratiques ont été organisées par deux fois au Kosovo et que les éléments fondamentaux pour une économie moderne et fonctionnelle sont là, les conditions pour une existence propre en tant qu'état sont donc réunies. Une partie de l'élite politique, militaire et médiatique de la Serbie n'a pas fait le deuil de l'ère Milosevic. Leur but est une partition qui comprendrait deux parties serbes : les villages du Nord ainsi qu'une partie de la ville de Mitrovica et la zone plus au Sud où vivent les deux tiers des Serbes du Kosovo.

Pour éviter une guerre, des combats pour Mitrovica et une offensive serbe sur le Nord du Kosovo, une solution sur le statut doit être trouvée par l'ONU sous le patronage des USA. Les conditions préalable à un futur du Kosovo sont :

- ▶ Pas de retour sous le giron de Belgrade.
- ▶ Pas de partition du pays.
- ▶ Pas d'union ultérieure avec l'Albanie ou un pays voisin.

Si la résolution est bloquée au conseil de sécurité de l'ONU, alors en 2006 nous devons organiser un référendum sur la constitution avec les Européens puis reconnaître diplomatiquement le nouvel État du Kosovo.

## Anders Aslund



Anders Aslund est un ancien diplomate suédois devenu conseiller économique des régimes de transition en Russie, en Ukraine et au Kirghizstan. Après avoir dirigé le Stockholm Institute of East European Economics et travaillé à la Brookings Institution, il dirige le programme de recherches économiques de la Carnegie Endowment for International Peace à Moscou. Membre du Groupe de Bilderberg, il préside le Comité consultatif du Center for Social and Economic Research (Varsovie). Son dernier ouvrage s'intitule : *Building Capitalism : The Transformation of the Former Soviet Bloc*. Il est signataire de l'appel des 115 atlantistes contre Poutine.

### « Yushchenko contre Poutine »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Yushchenko vs. Putin », par Anders Aslund, *International Herald Tribune*, 10 février 2005.

Il y a un an, **Vladimir Poutine** était considéré avec respect sur le plan international et avait un pouvoir politique fort. Aujourd'hui, plus rien ne va pour lui : la confiscation de Yukos a détourné sa réforme fiscale et judiciaire, sa désastreuse gestion de la prise d'otage de **Beslan** a montré la faiblesse de l'État central, son intervention dans les élections ukrainiennes a montré que non seulement il était antidémocratique mais également anti-occidental, et les manifestations contre sa réforme des retraites ont fait décliner sa popularité. Tandis que son étoile déclinait, celle de **Viktor Yushchenko** commençait son ascension. La **révolution orange** et le malaise russe ont eu lieu tous les deux en pleine période de croissance économique, il s'agit donc de question purement politique, pas économique. Les deux pays cherchent à lutter contre la corruption des oligarques qui sont nés pendant le passage de ces pays à l'économie de marché. Poutine lutte contre la corruption par le renforcement de l'État et la centralisation mais cela rendu l'État moins fonctionnel. La croissance économique a décliné et cette politique a même relancé la corruption. **Viktor Yushchenko** utilise une méthode inverse en libéralisant le système politique et en se rapprochant de l'Europe.

Pour le reste, les politiques économiques sont identiques même si l'autoritarisme politique de l'État russe contamine peu à peu l'économie et fait décliner les résultats économiques. Viktor Yushchenko ne doit pas suivre l'exemple russe et il doit développer les privatisations dans le pays.

## Boris Berezovski



Boris Berezovski est un des treize oligarques russes ayant fait fortune lors des privatisations de

### « Les combattants tchéchènes ont la bombe atomique. »

Source : Komsomolskaïa Pravda

Référence : « ..... : ..... », par Boris Berezovski, *Komsomolskaïa Pravda*, 8 Février 2005.

Ce n'est pas moi qui ai suggéré à **Aslan Maskhadov** cette idée de trêve. Je pense que **Vladimir Poutine** devrait s'asseoir à la table des négociations avec lui, comme l'avait fait Eltsine à une époque, ou alors il se retrouvera sur le même banc que Milosevic devant le tribunal de La Haye. Ce qui se passe en ce moment

l'ère Eltsine. On le dit lié aux réseaux mafieux russes et il a joué un rôle dans le sabotage du règlement de la paix en Tchétchénie. Il vit en Grande-Bretagne où il a obtenu l'asile politique en 2003.

en Tchétchénie finira mal pour la Russie ; elle perdra d'abord le Caucase, ensuite le Tatarstan et ainsi de suite...

L'Occident se prostitue, il plaint Maskhadov mais fait les yeux doux à Poutine. Quand ça deviendra vraiment méchant, l'Occident enverra volontiers ses soldats de la paix. La défaite sera cuisante pour les Russes, pire qu'une capitulation face à Maskhadov, la Russie perdra non-seulement la Tchétchénie mais aussi son indépendance.

S'ils n'ont pas réussi à battre Bassaïev et Maskhadov depuis dix ans c'est qu'ils n'y arriveront pas, d'autant plus que désormais la Russie est d'humeur sur-patriotique et que les Tchétchènes ont leur bombe atomique portative, il ne leur manque encore que quelques petits éléments. J'ai écrit une lettre à ce sujet à l'automne dernier, adressée au directeur du FSB Patrouchev : j'ai obtenu cette information de personnes sûres.